

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....400 F	Prix au numéro de l'année courante.....500F Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali .....	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....moitié prix	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-D.J.O.D. Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	
Europe.....	38.000 F	19.000 F		
Frais d'expédition.....	13.000 F			

## SOMMAIRE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### DECRETS-ARRETES

**04 septembre 2019 Décret n°2019-0681/P-RM** fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la maison de la femme, de l'enfant et de la famille..... **p.1259**

**Décret n°2019-0682/P-RM** fixant le cadre organique de la maison de la femme, de l'enfant et de la famille..... **p.1261**

**Décret n°2019-0683/P-RM** portant désignation de personnel officier observateur de l'Union Africaine en République Centrafricaine..... **p.1264**

**04 septembre 2019 Décret n°2019-0684/P-RM** portant abrogation du Décret n°2015-0163/P-RM du 5 mars 2015 portant approbation de la convention de partage de production entre le Gouvernement de la République du Mali et la société Compass Energy Ressources PLC portant sur le bloc 11 du Graben de Gao pour la recherche, l'exploitation, le transport et le raffinage des hydrocarbures liquides ou gazeux..... **p.1265**

**Décret n°2019-0685/P-RM** portant abrogation des Décrets portant approbation des conventions de partage de production entre le Gouvernement de la République du Mali et la société Circle Limited..... **p.1266**

**Décret n°2019-0686/P-RM** autorisant et déclarant d'utilité publique les travaux de mise en œuvre du projet de réhabilitation économique et environnementale du fleuve Niger dans les Régions de Ségou et Mopti..... **p.1266**

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

**04 septembre 2019 Décret n°2019-0687/P-RM** portant abrogation de Décrets portant nomination dans les missions diplomatiques et consulaires.....p.1267

**Décret n°2019-0688/P-RM** portant nomination du Directeur de la cellule de planification et de statistique du secteur développement rural.....p.1269

**09 septembre 2019 Décret n°2019-0689/P-RM** portant nomination d'un Sous-Directeur à la direction du commissariat des armées.....p.1269

**Décret n°2019-0690/P-RM** fixant la répartition de l'aide financière de l'état aux partis politiques au titre de l'année 2018.....p.1270

**Décret n°2019-0691/P-RM** portant nomination au Cabinet du ministre de la justice et des droits de l'homme.....p.1274

**Décret n°2019-0692/P-RM** portant nomination de Conseillers techniques au secrétariat général du ministère de la sécurité et de la protection civile.....p.1274

**Décret n°2019-0693/P-RM** portant nomination d'un chargé de mission au Cabinet du ministre de la sécurité et de la protection civile.....p.1275

**Décret n°2019-0694/P-RM** portant nomination de Conseillers techniques au secrétariat général du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale.....p.1275

**Décret n°2019-0695/P-RM** portant nomination du Directeur de la cellule de planification et de statistique du secteur coopération et intégration.....p.1276

**Décret n°2019-0696/P-RM** portant nomination de l'Inspecteur en chef adjoint de l'inspection des services diplomatiques et consulaires.....p.1277

**Décret n°2019-0697/P-RM** portant nomination de Conseillers techniques au secrétariat général du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et du logement social.....p.1277

**Décret n°2019-0698/P-RM** portant nomination d'un chargé de mission au cabinet du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et du logement social....p.1278

**09 septembre 2019 Décret n°2019-0699/P-RM** portant nomination d'un membre du conseil de régulation de l'autorité de régulation des marchés publics et des délégations de service public.....p.1278

**Décret n°2019-0700/P-RM** portant rectificatif au Décret n°2019-0472/P-RM du 05 juillet 2019 portant nomination au ministère de l'habitat, de l'urbanisme et du logement social.....p.1279

**Décret n°2019-0701/P-RM** portant abrogation partielle de Décrets portant nomination au ministère des transports.....p.1279

**12 septembre 2019 Décret n°2019-0702/P-RM** fixant la liste des membres du Conseil supérieur de la Magistrature.....p.1280

**Décret n°2019-0703/P-RM** fixant la liste des membres de la commission d'avancement des Magistrats.....p.1280

**Décret n°2019-0704/P-RM** portant nomination d'un Sous-Directeur à la direction des écoles militaires.....p.1281

**Décret n°2019-0705/P-RM** portant régularisation de situation administrative de fonctionnaires de police du corps des commissaires.....p.1281

**Décret n°2019-0706/P-RM** portant régularisation de situation administrative de fonctionnaires de police du corps des commissaires.....p.1282

**Décret n°2019-0707/P-RM** portant désignation du coordinateur des activités du collège sahélien de sécurité du G5 Sahel.....p.1283

**Décret n°2019-0708/P-RM** portant retrait du Décret n°2019-0600/P-RM du 05 aout 2019 portant attribution de distinction honorifique, à titre étranger.....p.1283

**16 septembre 2019 Décret n°2019-0709/PM-RM** portant modification du Décret n°2019-0332/PM-RM du 13 mai 2019, modifie, portant répartition des services publics entre la Primature et les départements ministériels.....p.1284

**Décret n°2019-0710/PM-RM** portant nomination au secrétariat permanent du cadre politique de gestion de la crise.....p.1284

**16 septembre 2019 Décret n°2019-0711/PM-RM** portant régularisation des transferts de crédits du budget d'état 2019.....p.1285

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**25 septembre 2019 Arrêté n°2019-3174/MESRS-SG** fixant le nombre de places des 2emes années des premiers cycles des études médicales, pharmaceutiques et odonto-stomatologies de la faculté de médecine et d'odonto-stomatologie et de la faculté de pharmacie au titre de l'année universitaire 2018-2019.....p.1285

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**

**25 septembre 2019 Arrêté n°2019-3178/MIC-SG** fixant les attributions spécifiques des membres du secrétariat général du ministère de l'industrie et du commerce.....p.1285

**Annonces et communications.....p.1288**

**ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI**

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

**DECRETS**

**DECRET N°2019-0681/P-RM DU 04 SEPTEMBRE 2019 FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°2019-015 du 03 juillet 2019 portant création de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;

Vu l'Ordonnance n°99-009/P-RM du 1er avril 1999 portant création de la Direction nationale de la Promotion de la Femme ;

Vu l'Ordonnance n° 99-010 du 1er avril 1999 portant création de la Direction nationale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n°09-237/P-RM du 22 mai 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction nationale de la Promotion de la Femme ;

Vu le Décret n°09-239/-RM du 22 mai 2009 portant création des services régionaux et subrégionaux de la promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**CHAPITRE I : DISPOSITION GENERALE**

**Article 1er** : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

**CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION**

**Article 2** : La Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille comprend :

- le Comité d'orientation ;
- la Direction.

**Section 1 : Du Comité d'orientation**

**Article 3** : Le Comité d'orientation définit les grandes orientations de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

A ce titre, il est chargé :

- de fixer les objectifs annuels de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- d'approuver les projets de programme d'activités et de budget annuels de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- d'approuver les rapports d'activités semestriels et annuels établis par la Direction ;

- d'aider à la recherche des fonds nécessaires à la réalisation du programme d'activités ;
- de veiller à la bonne gestion des ressources affectées aux différentes activités.

**Article 4 :** Le Comité d'orientation comprend :

**Président :** le Gouverneur de Région ou du District de Bamako ou son représentant ;

**Membres :**

- le Président du Conseil régional ;
- le Directeur régional de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- le Maire de la Commune chef-lieu de Région ou du District de Bamako ou son représentant ;
- les Présidents des Conseils de Cercle du ressort de la Maison ;
- le Directeur régional de la Santé ;
- le Directeur régional des Services vétérinaires ;
- le Directeur régional de l'Agriculture ;
- le Directeur régional de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique et de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- le Directeur régional de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances ;
- le Directeur régional du Budget ;
- le Directeur régional du Commerce et de la Concurrence ;
- le Directeur régional du Développement social et de l'Economie solidaire ;
- les Directeurs d'Académie d'Enseignement ;
- le Directeur régional de l'Hydraulique ;
- le Président de l'Assemblée régionale des Chambres d'Agriculture du Mali ;
- le Président de la Chambre régionale des Métiers ;
- le Président de la Délégation régionale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali ;
- le représentant de l'Association des Municipalités du Mali ;
- le représentant de la Coordination régionale des Associations des Femmes ;
- le représentant de la Coordination régionale des Associations des Jeunes ;
- les partenaires techniques et financiers contribuant au financement des activités de Promotion de la Femme et de l'Enfant ;
- les responsables des programmes et projets intervenant dans la Promotion de la Femme et de l'Enfant.

Le Comité d'orientation peut faire appel à toute personne en raison de sa compétence.

## **Section 2 : De la Direction**

**Article 5 :** La Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille est dirigée par un Directeur nommé par décision du Gouverneur sur proposition du Directeur régional de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Il a rang de Chef de Division d'une direction régionale.

**Article 6 :** Le Directeur coordonne et contrôle l'ensemble des activités du service. Il est responsable de l'exécution des décisions et recommandations du Comité d'orientation.

A cet effet, il est chargé :

- d'assurer la gestion administrative et financière de la Maison ;
- d'élaborer les projets de programme et de budget annuels ;
- de mettre en œuvre les activités retenues ;
- d'élaborer les rapports semestriel et final de l'exécution technique et financière ;
- d'exercer l'autorité sur le personnel conformément à la réglementation en vigueur ;
- de passer les conventions et contrats.

**Article 7 :** Le Directeur est assisté par cinq Chargés de programme qui sont :

- le Chargé du Programme Promotion économique des Femmes ;
- le Chargé du Programme Renforcement des Capacités de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- le Chargé du Programme Promotion socio-éducative et de Loisirs pour Enfant ;
- le Chargé du Programme Survie de la Femme et de l'Enfant ;
- le Chargé du Programme Gestion et Comptabilité.

**Article 8 :** Les Chargés de programme sont nommés par décision du Gouverneur sur proposition du Directeur régional de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille.

Ils ont rang de Chef de Division d'une direction régionale.

Les Chargés de programme sont sous la responsabilité administrative et technique du Directeur.

La décision de nomination fixe leurs attributions spécifiques.

## **CHAPITRE III : DU FONCTIONNEMENT**

**Article 9 :** Le Comité d'orientation se réunit, en session ordinaire, deux fois par an, sur convocation de son Président.

Il peut se réunir, en session extraordinaire, chaque fois que de besoin, sur convocation de son Président ou à la demande d'au moins un tiers (2/3) de ses membres.

Le secrétariat du Comité d'orientation est assuré par la Direction.

## **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES**

**Article 10 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

---

**Article 11** : Le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 septembre 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de la Promotion de la Femme,  
de l'Enfant et de la Famille,  
Docteur DIAKITE Aïssata Kassa TRAORE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0682/P-RM DU 04 SEPTEMBRE 2019 FIXANT LE CADRE ORGANIQUE DE LA MAISON DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°2019-015 du 03 juillet 2019 portant création de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;

Vu l'Ordonnance n°99-009/P-RM du 1er avril 1999 portant création de la Direction nationale de la Promotion de la Femme ;

Vu l'Ordonnance n°99-010 du 1er avril 1999 portant création de la Direction nationale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille ;

Vu le Décret n°179/PG-RM du 21 août 1985 fixant les conditions et les procédures d'élaboration et de gestion des cadres organiques ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n°09-237/P-RM du 22 mai 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction nationale de la Promotion de la Femme ;

Vu le Décret n°09-239/-RM du 22 mai 2009 portant création des services régionaux et subrégionaux de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;

Vu le Décret n°2019-0681/P-RM du 04 septembre 2019 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

## STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

**DECRETE :****Article 1er :** Le cadre organique de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille est fixé comme suit :

STRUCTURE-EMPLOI	CADRE-CORPS	CAT.	EFFECTIF/ANNEE				
			I	II	III	IV	V
<b>Directeur</b>	Administrateur de l'Action sociale/ Administrateur civil / Professeur / Administrateur des Arts et de la Culture / Inspecteur de la Jeunesse et des Sports/ Planificateur/Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural/ Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage/ Médecin, Pharmacien et Odontostomatologue / Assistant médical/ Ingénieur sanitaire	A	1	1	1	1	1
<b>Secrétariat</b>							
<b>Secrétaire</b>	Secrétaire d'administration / Attaché d'administration/ Adjoint d'administration/ Adjoint de Secrétariat	B2/B 1/C	2	2	2	2	2
<b>Chauffeur</b>	Contractuel		1	1	1	1	1
<b>Planton</b>	Contractuel		1	1	1	1	1
<b>Chargé du Programme Promotion économique de la Femme</b>	Inspecteur des Services économiques / Inspecteur des Finances / Inspecteur du Trésor / Planificateur/ Administrateur de l'Action sociale/ Administrateur civil / Professeur / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Inspecteur de la Jeunesse et des Sports/ Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural/ Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage/ Contrôleur des Services économiques/ Contrôleur des Finances/ Maître/ Secrétaire d'administration/Attaché d'administration/ Technicien supérieur de l'Action sociale/ Contrôleur du Travail et de la Sécurité Sociale/Instructeur de la Jeunesse et des Sports / Technicien supérieur des Travaux de Planification / Technicien des Travaux de Planification / Technicien supérieur de l'Agriculture et du Génie rural/ Technicien de l'Agriculture et du Génie rural	A/B2/ B1	1	1	1	1	1

<p><b>Chargé du Programme Renforcement des Capacités de la Femme, de l'Enfant et de la Famille</b></p>	<p>Administrateur de l'Action sociale/ Administrateur civil / Professeur / Inspecteur des Services économiques / Inspecteur des Finances / Inspecteur du Trésor / Planificateur / Ingénieur de la Statistique/ Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Inspecteur de la Jeunesse et des Sports/ Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural/ Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage/ Ingénieur sanitaire/ Assistant médical/Contrôleur des Services économiques/ Contrôleur des Finances/ Maître/ Secrétaire d'administration/Attaché d'administration/ Technicien supérieur de l'Action sociale/ Contrôleur du Travail et de la Sécurité sociale/Instructeur de la Jeunesse et des Sports / Technicien supérieur des Travaux de Planification / Technicien des Travaux de Planification / Technicien supérieur de l'Agriculture et du Génie rural/ Technicien de l'Agriculture et du Génie rural/ Technicien supérieur de la Santé/ Technicien de la Santé</p>	<p>A/B2/ B1</p>	<p>1</p>	<p>1</p>	<p>1</p>	<p>1</p>	<p>1</p>
<p><b>Chargé du Programme Promotion socio-éducative et de Loisirs pour Enfant</b></p>	<p>Administrateur de l'Action sociale/ Administrateur civil / Professeur / Inspecteur des Services économiques / Inspecteur des Finances / Inspecteur du Trésor / Planificateur / Ingénieur de la Statistique/ Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Inspecteur de la Jeunesse et des Sports/ Administrateur des Arts et de la Culture/ Contrôleur des Services économiques/ Contrôleur des Finances/ Maître/ Secrétaire d'administration/Attaché d'administration/ Technicien supérieur de l'Action sociale/ Technicien supérieur des Travaux de Planification / Technicien des travaux de Planification /Technicien des Arts et de la Culture/Instructeur de la Jeunesse et des Sports</p>	<p>A/B2/ B1</p>	<p>1</p>	<p>1</p>	<p>1</p>	<p>1</p>	<p>1</p>

<b>Chargé du Programme Survie de la Femme et de l'Enfant</b>	Médecin, Pharmacien et Odontostomatologue /Administrateur de l'Action sociale/ Inspecteur de la Jeunesse et des Sports/ Professeur/ Administrateur civil / Ingénieur sanitaire/ Assistant médical/ Technicien supérieur de la Santé/Technicien de la Santé/ Maître/ Secrétaire d'administration/Attaché d'administration/ Technicien supérieur de l'Action sociale/ Instructeur de la Jeunesse et des Sports	A/B2/ B1	1	1	1	1	1
<b>Chargé du Programme Gestion et Comptabilité</b>	Inspecteur des Services économiques / Inspecteur des Finances / Inspecteur du Trésor/Planificateur/Administrateur civil/ Contrôleur des Services économiques/Contrôleur des Finances/ Contrôleur du Trésor/ Contrôleur des Impôts / Secrétaire d'administration/ Attaché d'administration / Technicien supérieur des Travaux de Planification / Technicien des Travaux de Planification / Technicien supérieur de la Santé/ Technicien de la Santé	A/B2/ B1	1	1	1	1	1
<b>TOTAL</b>			<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>

**Article 2** : Le ministre du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique, le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre du Dialogue social,**  
**du Travail et de la Fonction publique,**  
**Oumar Hamadou DICKO**

**Le ministre de la Promotion de la Femme,**  
**de l'Enfant et de la Famille,**  
**Docteur DIAKITE Aïssata Kassa TRAORE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2019-0683/P-RM DU 04 SEPTEMBRE 2019 PORTANT DESIGNATION DE PERSONNEL OFFICIER OBSERVATEUR DE L'UNION AFRICAINE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu la Loi n°04-052 du 23 novembre 2004 portant création de l'Etat-major général des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant Statut général des militaires ;

Vu le Décret n°97-077/P-RM du 24 février 1997 réglant l'envoi d'observateurs et de contingents maliens dans le cadre des missions internationales de maintien de la paix ou à caractère humanitaire ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,



**DECRETE :**

**Article 1er :** Les Officiers dont les noms suivent, sont désignés comme Observateurs militaires de l'Union africaine en République Centrafricaine (RCA) :

N°	Prénoms	Nom	Grade	Unités
01	<b>Bocar B.</b>	<b>TANDINA</b>	Commandant	AT
02	<b>Abdoulaye</b>	<b>TRAORE</b>	Commandant	EM/AA
03	<b>Tiémoko</b>	<b>KEITA</b>	Commandant	EM/GNM
04	<b>Mahamane Harber</b>	<b>TOURE</b>	Capitaine	MDAC/DGM
05	<b>Abdramane</b>	<b>ROUAMBA</b>	Capitaine	DGM
06	<b>Ousmane</b>	<b>KOUYATE</b>	Capitaine	DTTA

Ils bénéficient à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 septembre 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de la Défense et des anciens Combattants,  
Général de Division Ibrahima Dahirou DEMBELE**

**Le ministre de la Sécurité  
et de la Protection civile,  
Général de Division Salif TRAORE**

**Le ministre des Affaires étrangères  
et de la Coopération internationale,  
Tiébilé DRAME**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0684/P-RM DU 04 SEPTEMBRE 2019  
PORTANT ABROGATION DU DECRET N°2015-0163/  
P-RM DU 5 MARS 2015 PORTANT APPROBATION  
DE LA CONVENTION DE PARTAGE DE  
PRODUCTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE DU MALI ET LA SOCIETE COMPASS  
ENERGY RESSOURCES PLC PORTANT SUR LE  
BLOC 11 DU GRABEN DE GAO POUR LA  
RECHERCHE, L'EXPLOITATION, LE TRANSPORT  
ET LE RAFFINAGE DES HYDROCARBURES  
LIQUIDES OU GAZEUX**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-037 du 02 août 2004, modifiée, portant organisation de la recherche, de l'exploitation du transport et du raffinage des hydrocarbures ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Est abrogé, le Décret n°2015-0163/P-RM du 5 mars 2015 portant approbation de la Convention de Partage de Production entre le Gouvernement de la République du Mali et la Société Compass Energy Ressources PLC portant sur le bloc 11 du Graben de Gao pour la recherche, l'exploitation, le transport et le raffinage des hydrocarbures liquides ou gazeux.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 septembre 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Mines et du Pétrole,  
Madame LELENTA Hawa Baba BA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Industrie  
et du Commerce,  
Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre des Domaines  
et des Affaires foncières,  
Badara Alioune BERTHE**

**Le ministre de l'Administration  
territoriale et de la Décentralisation,  
Boubacar Alpha BAH**

**Le ministre de l'Environnement, de  
l'Assainissement et du Développement durable,  
Houseini Amion GUINDO**

-----

**DECRET N°2019-0685/P-RM DU 04 SEPTEMBRE  
2019 PORTANT ABROGATION DES DECRETS  
PORTANT APPROBATION DES CONVENTIONS  
DE PARTAGE DE PRODUCTION ENTRE LE  
GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI  
ET LA SOCIETE CIRCLE LIMITED**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-037 du 02 août 2004, modifiée, portant organisation de la recherche, de l'exploitation du transport et du raffinage des hydrocarbures ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Sont abrogés les décrets ci-après :

- n°2013-698/P-RM du 2 septembre 2013 portant approbation de la Convention de Partage de Production entre le Gouvernement de la République du Mali et la Société Circle Oil & Gas Ltd portant sur le bloc 21 bassin de Taoudéni pour la recherche, l'exploitation, le transport et le raffinage des hydrocarbures ;

- n°2013-699/P-RM du 2 septembre 2013 portant approbation de la Convention de Partage de Production entre le Gouvernement de la République du Mali et la Société Circle Oil & Gas Ltd portant le bloc 28 du bassin de Taoudéni pour la recherche, l'exploitation, le transport et le raffinage des hydrocarbures.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 septembre 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Mines et du Pétrole,  
Madame LELENTA Hawa Baba BA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Industrie  
et du Commerce,  
Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre des Domaines  
et des affaires foncières,  
Badara Alioune BERTHE**

**Le ministre de l'Energie et de l'Eau,  
Sambou WAGUE**

**Le ministre de l'Environnement, de  
l'Assainissement et du Développement durable,  
Houseini Amion GUINDO**

-----

**DECRET N°2019-0686/P-RM DU 04 SEPTEMBRE  
2019 AUTORISANT ET DECLARANT D'UTILITE  
PUBLIQUE LES TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE  
DU PROJET DE REHABILITATION ECONOMIQUE  
ET ENVIRONNEMENTALE DU FLEUVE NIGER  
DANS LES REGIONS DE SEGOU ET MOPTI**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°01-004 du 27 février 2001 portant Charte pastorale en République du Mali ;

Vu la Loi n°02-006 du 31 janvier 2002 portant Code de l'Eau ;

Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'Urbanisme ;

Vu la Loi n°06-045 du 05 septembre 2006 portant Loi d'orientation Agricole ;

Vu la Loi n°10-028 du 12 juillet 2010 déterminant les principes de gestion des ressources du domaine forestier national ;

Vu la Loi n°2014-062 du 29 décembre 2014 déterminant les conditions de gestion de la Pêche et de l'Aquaculture ;

Vu la Loi n°2017-051 du 02 octobre 2017 portant Code des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2018-036 du 27 juin 2018 fixant les principes de gestion de la Faune et de son habitat ;

Vu l'Ordonnance n° 00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant code domanial et foncier ;

Vu le Décret n°01-040/P-RM du 02 février 2001, modifié, déterminant les formes et conditions d'attribution des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat ;

Vu le Décret n°05-113/P-RM du 09 mars 2005 fixant les règles applicables aux différentes catégories de servitudes en matière d'urbanisme ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont autorisés et déclarés d'utilité publique, les travaux de mise en œuvre du Projet de Réhabilitation économique et environnementale du Fleuve Niger dans les Régions de Ségou et Mopti.

**Article 2 :** Un arrêté de cessibilité du ministre chargé des Domaines fixe la liste des propriétés qui sont atteintes par la mise en œuvre du Projet de Réhabilitation économique et environnementale du Fleuve Niger dans les Régions de Ségou et Mopti.

**Article 3 :** Les propriétés privées atteintes par la mise en œuvre du Projet font l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique, conformément aux dispositions du Code domanial et foncier.

**Article 4 :** Les indemnités d'expropriation sont supportées par le Budget national.

**Article 5 :** Le ministre des Domaines et des Affaires foncières, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Domaines**  
**et des Affaires foncières,**  
**Badara Alioune BERTHE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Administration**  
**territoriale et de la Décentralisation,**  
**Boubacar Alpha BAH**

**Le ministre de l'Environnement,**  
**de l'Assainissement et du Développement**  
**durable,**  
**Housseini Amion GUINDO**

-----  
**DECRET N°2019-0687/P-RM DU 04 SEPTEMBRE**  
**2019 PORTANT ABROGATION DE DECRETS**  
**PORTANT NOMINATION DANS LES MISSIONS**  
**DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Les dispositions des décrets ci-après sont abrogées :

- Décret n°2013-100/P-RM du 29 janvier 2013 portant nomination dans les Missions diplomatiques et consulaires, en ce qui concerne **Lieutenant-colonel Adama NIARE**, en qualité de **Conseiller consulaire** à l'Ambassade du Mali à Nouakchott, **Lieutenant-colonel Gaoussou CISSOKO**, en qualité de **Conseiller consulaire** à l'Ambassade du Mali à Accra, **Commissaire principal Ahamadou O. SOUMARE**, en qualité de **Conseiller consulaire** au Consulat général du Mali à Khartoum ;

- Décret n°2013-149/P-RM du 7 février 2013 portant nomination dans les Missions diplomatiques et consulaires, en ce qui concerne **Chef d'Escadron Sambaly Robert MONEKATA**, en qualité de **Conseiller consulaire** à l'Ambassade du Mali à Alger, **Lieutenant-colonel Oumar Seydou MAIGA**, en qualité de **Conseiller consulaire** à l'Ambassade du Mali à Alger, **Colonel Maouloud Ould Mohamed ABDALLAH**, en qualité de **Conseiller consulaire** au Consulat général du Mali à Tamarasset ;

- Décret n°2013-633/P-RM du 1er août 2013 portant nomination dans les Missions diplomatiques et consulaires, en ce qui concerne **Madame SOW Kadidiatou DIA**, N°Mle 0120-404.Y, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité de **Deuxième Conseiller** à l'Ambassade du Mali à Accra, Monsieur **Issa KEITA**, N°Mle 769-06.S, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité de **Deuxième Conseiller** à l'Ambassade du Mali à Malabo, Monsieur **Issa SOW**, N°Mle 0116-057.H, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité de **Deuxième Conseiller** à l'Ambassade du Mali à Brazzaville, Monsieur **Samba Ousmane DIAKITE**, N°Mle 0103-947.X, Inspecteur des Finances, en qualité de **Premier Conseiller** à l'Ambassade du Mali à La Havane, Monsieur **Binima SAGOU**, N°Mle 728-18.F, Professeur de l'Enseignement supérieur, en qualité de **Deuxième Conseiller** à l'Ambassade du Mali à Moscou, **Madame SIDIBE Hassanatou TALL**, N°Mle 0109-655.H, Ingénieur informaticien, en qualité de **Troisième Conseiller** à l'Ambassade du Mali à Niamey, Monsieur **Adama TOURE**, N°Mle 0109-655.V, Ingénieur informaticien, en qualité de **Deuxième Conseiller** à l'Ambassade du Mali à Rabat, Monsieur **Tigué GUIROU**, N°Mle 741-62.F, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité de **Premier Conseiller** à l'Ambassade du Mali à Téhéran, **Madame Anta SONFO**, N°Mle 0104-198.G, Traducteur Interprète, en qualité de **Deuxième Conseiller** à l'Ambassade du Mali à Tokyo, Monsieur **Mamoudou SOW**, N°Mle 0123-365.M, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité de **Deuxième Conseiller** à l'Ambassade du Mali à Tunis, Monsieur **Mohamed COULIBALY**, N°Mle 0116-055.F, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité de **Deuxième Conseiller** à l'Ambassade du Mali à Tunis, **Madame Mariam COULIBALY**, N°Mle 0123-344.N, Administrateur civil, en qualité de **Consul général** du Mali à Bouaké ;

- Décret n°2013-674/P-RM du 28 août 2013 portant nomination de Monsieur **Mamadou Namissa KEITA**, N°Mle 754-68.M, Professeur de l'Enseignement secondaire, en qualité de **Conseiller consulaire** au Consulat général du Mali à Tamarasset ;

- Décret n°2013-682/P-RM du 28 août 2013 portant nomination de **Madame GAKOU Alima DANFAKHA**, Sociologue, en qualité de **Consul général du Mali à Guangzhou** ;

- Décret n°2014-0891/P-RM du 12 décembre 2014 portant nomination de Conseillers dans les Missions diplomatiques et consulaires, en ce qui concerne Monsieur **Athanase COULIBALY**, N°Mle 0116-056.G, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité de **Premier Conseiller** à l'Ambassade du Mali à Ouagadougou ;

- Décret n°2017-0702/P-RM du 17 août 2017 portant nomination de Conseillers et d'un Vice-consul dans les Missions diplomatiques et consulaires, en ce qui concerne Monsieur **Bagnamé SIMPARA**, N°Mle 0116-059.K, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité de **Deuxième Conseiller** à la Mission permanente du Mali à New York, Monsieur **Oumar Binké COULIBALY**, N°Mle 928-42.H, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité de **Premier Conseiller** à l'Ambassade du Mali à Abuja, Monsieur **Amadou DIALLO**, N°Mle 938-96.V, Inspecteur des Services économiques, en qualité de **Premier Conseiller** à l'Ambassade du Mali à New Delhi ;

- Décret n°2017-0727/P-RM du 21 août 2017 portant nomination de Conseillers dans les Missions diplomatiques et consulaires, en ce qui concerne Monsieur **Noël DIARRA**, N°Mle 0119-568.Y, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité de **Premier Conseiller** à la Mission permanente du Mali à New York.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Affaires étrangères**  
**et de la Coopération internationale,**  
**Tiébilé DRAME**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2019-0688/P-RM DU 04 SEPTEMBRE 2019 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DE LA CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE DU SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°07-020 du 27 février 2007 portant création des Cellules de Planification et de Statistique ;

Vu le Décret n°07-166/P-RM du 28 mai 2007 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Cellules de Planification et de Statistique ;

Vu le Décret n°07-188/P-RM du 18 juin 2007 déterminant le cadre organique de la Cellule de Planification et de Statistique du secteur Développement rural ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Alkaïdi Amar TOURE**, N°Mle 0104-109.F, Membre du Corps préfectoral, est nommé **Directeur** de la Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Développement rural.

**Article 2 :** Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment le Décret n°2016-0996/P-RM du 30 décembre 2016 portant nomination de Monsieur **Moussa CAMARA**, N°Mle 461-72 G, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, en qualité de **Directeur** de la Cellule de Planification et de Statistique du secteur Développement rural, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Agriculture,**  
**Moulaye Ahmed BOUBACAR**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,**  
**Docteur KANÉ Rokia MAGUIRAGA**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0689/P-RM DU 09 SEPTEMBRE 2019 PORTANT NOMINATION D'UN SOUS-DIRECTEUR A LA DIRECTION DU COMMISSARIAT DES ARMEES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu la Loi n°04-052 du 23 novembre 2004 portant création de l'Etat-major général des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°06-026/P-RM du 19 septembre 2006 portant création de la Direction du Commissariat des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant Statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°06-559/P-RM du 29 décembre 2006 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction du Commissariat des Armées,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Le Commandant **Moussa SANOGO**, de l'Armée de terre, est nommé **Sous-directeur Administration du Personnel et Finances** à la Direction du Commissariat des Armées.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

---

**DECRET N°2019-0690/P-RM DU 09 SEPTEMBRE 2019 FIXANT LA REPARTITION DE L'AIDE FINANCIERE DE L'ETAT AUX PARTIS POLITIQUES AU TITRE DE L'ANNEE 2018**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°05-047 du 18 août 2005 portant Charte des Partis politiques ;

Vu la Loi n°2016-048 du 17 octobre 2016, modifiée, portant Loi électorale ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le rapport de vérification des comptes des partis politiques de la Section des Comptes de la Cour Suprême,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Le montant de l'aide financière attribuée aux partis politiques, au titre de l'année 2018, s'élève à trois milliards trois cent soixante-quatorze millions quatre cent quarante-deux mille sept cent quatre-vingt-neuf (3 374 442 789 F CFA) francs CFA.

**Article 2 :** Le montant auquel ont droit les partis politiques éligibles s'élève à trois milliards trois cent soixante-quatorze millions quatre cent trente mille six cent soixante-quatre (3 374 430 664) francs CFA répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

**Article 3 :** Le montant non affecté s'élevant à douze mille cent vingt-cinq (12 125) francs CFA sera reversé au Trésor public.

**Article 4 :** Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Administration  
territoriale et de la Décentralisation,  
Boubacar Alpha BAH**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**ANNEXE AU DECRET N°2019-0690/P-RM DU 09 SEPTEMBRE 2019 FIXANT LA REPARTITION DE L'AIDE FINANCIERE DE L'ETAT AUX PARTIS POLITIQUES AU TITRE DE L'ANNEE 2018**

N°	Partis Politiques	Nbre de députés			Nbre d'élus Com			Quote - Part des 15%	Quote - part au prorata des femmes députés	Quote - part au prorata des femmes conseillères	Quote - part au prorata des députés obtenus le jour du scrutin	Quote - part au Prorata des conseillers obtenus le jour du scrutin	Montant de l'aide attribuée en francs (F CFA)
		H D	FD	T	HC	FC	T						
1	ADCAM	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0	7 669 188
2	Adéma-PASJ	16	1	17	1 336	481	1 817	7 669 188	12 051 581	29 223 636	160 463 000	197 693 234	407 100 639
3	ADP-Maliba	2	0	2	157	50	207	7 669 188	0	3 037 800	18 878 000	22 522 014	52 107 002
4	ANC	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0	7 669 188
5	ANCD-Mali	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0	7 669 188
6	APM-MALIKO	0	0	0	86	23	109	7 669 188	0	1 397 388	0	11 859 418	20 925 994
7	APR	1	0	1	107	30	137	7 669 188	0	1 822 680	9 439 000	14 905 874	33 836 742
8	ASMA-CFP	3	0	3	224	76	300	7 669 188	0	4 617 456	28 317 000	32 640 600	73 244 244
9	BARICA	0	0	0	29	5	34	7 669 188	0	303 780	0	3 699 268	11 672 236
10	CDS	2	0	2	85	27	112	7 669 188	0	1 640 412	18 878 000	12 185 824	40 373 424
11	CNAS-FASO HERE	0	0	0	13	4	17	7 669 188	0	243 024	0	1 849 634	9 761 846
12	CNID-FYT	2	2	4	220	72	292	7 669 188	24 103 162	4 374 432	37 756 000	31 770 184	105 672 966
13	CNU-FASO DJO TON	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0	7 669 188
14	CODEM	5	0	5	516	166	682	7 669 188	0	10 085 496	47 195 000	74 202 964	139 152 648
15	COREAM	0	0	0	5	2	7	7 669 188	0	121 512	0	761 614	8 552 314
16	C.P.M.R	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0	7 669 188
17	FAMA	0	0	0	2	1	3	7 669 188	0	60 756	0	326 406	8 056 350
18	FARE, An Ka Wuli	6	0	6	139	44	183	7 669 188	0	2 673 264	56 634 000	19 910 766	86 887 218
19	FCD	0	0	0	10	5	15	7 669 188	0	303 780	0	1 632 030	9 604 998
20	FDM - MNJ	0	0	0	1	1	2	7 669 188	0	60 756	0	217 604	7 947 548

21	JMA	0	0	0	18	4	22	7 669 188	0	243 024	0	2 393 644	10 305 856
22	MADI	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0	7 669 188
23	MIRIA	1	0	1	65	21	86	7 669 188	0	1 275 876	9 439 000	9 356 972	27 741 036
24	MODEC	0	0	0	65	18	83	7 669 188	0	1 093 608	0	9 030 566	17 793 362
25	MONADE FASO-GNETA	0	0	0	1	0	1	7 669 188	0	0	0	108 802	7 777 990
26	MPJS	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0	7 669 188
27	MPLUS RAMATA	0	0	0	4	1	5	7 669 188	0	60 756	0	544 010	8 273 954
28	MPR	3	0	3	301	111	412	7 669 188	0	6 743 916	28 317 000	44 826 424	87 556 528
29	MSR	0	0	0	2	0	2	7 669 188	0	0	0	217 604	7 886 792
30	PACP	0	0	0	19	2	21	7 669 188	0	121 512	0	2 284 842	10 075 542
31	PARENA	3	0	3	156	49	205	7 669 188	0	2 977 044	28 317 000	22 304 410	61 267 642
32	PARI	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0	7 669 188
33	PCR	0	0	0	37	9	46	7 669 188	0	546 804	0	5 004 892	13 220 884
34	PDES	2	0	2	140	36	176	7 669 188	0	2 187 216	18 878 000	19 149 152	47 883 556
35	PDPM	0	0	0	1	0	1	7 669 188	0	0	0	108 802	7 777 990
36	PDM	0	0	0	1	0	1	7 669 188	0	0	0	108 802	7 777 990
37	PDS	0	0	0	1	0	1	7 669 188	0	0	0	108 802	7 777 990
38	P.E. du Mali	0	0	0	6	2	8	7 669 188	0	121 512	0	870 416	8 661 116
39	PECSAM	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0	7 669 188
40	PEI	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0	7 669 188
41	PIDS	0	0	0	22	4	26	7 669 188	0	243 024	0	2 828 852	10 741 064
42	P.I.M.B	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0	7 669 188
43	PRDT	0	0	0	1	0	1	7 669 188	0	0	0	108 802	7 777 990
44	PRVM/FASO KO	1	0	1	228	82	310	7 669 188	0	4 981 992	9 439 000	33 728 620	55 818 800
45	PSD	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0	7 669 188



46	PSDA	0	0	0	1	1	2	7 669 188	0	60 756	0	217 604
47	P.SO	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0
48	PSP	0	0	0	35	9	44	7 669 188	0	546 804	0	4 787 288
49	PSR	0	0	0	6	4	10	7 669 188	0	243 024	0	1 088 020
50	PS YELENKOURA	0	0	0	10	3	13	7 669 188	0	182 268	0	1 414 426
51	RAMAT-PARTI RAHMA	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0
52	RDR	0	0	0	1	0	1	7 669 188	0	0	0	108 802
53	R.D.S	0	0	0	6	0	6	7 669 188	0	0	0	652 812
54	RJP	0	0	0	2	0	2	7 669 188	0	0	0	217 604
55	RJS	0	0	0	1	1	2	7 669 188	0	60 756	0	217 604
56	RPM	57	10	67	1761	662	2423	7 669 188	120 515 810	40 220 472	632 413 000	263 627 246
57	SADI	5	0	5	210	71	281	7 669 188	0	4 313 676	47 195 000	30 573 362
58	UDD	1	0	1	261	84	345	7 669 188	0	5 103 504	9 439 000	37 536 690
59	UFD	0	0	0	29	5	34	7 669 188	0	303 780	0	3 699 268
60	UM-RDA FASO JIGI	1	1	2	193	65	258	7 669 188	12 051 581	3 949 140	18 878 000	28 070 916
61	UNPR	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0
62	U.P.D	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0
63	UPPR	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0
64	U.P.S	0	0	0	0	0	0	7 669 188	0	0	0	0
65	URD	18	0	18	1 279	450	1 729	7 669 188	0	27 340 200	169 902 000	188 118 658
66	YELEMA	0	0	0	285	96	381	7 669 188	0	5 832 576	0	41 453 562
TOTAL		129	14	143	8078	2777	10855	506 166 408	168 722 134	168 719 412	1 349 777 000	1 181 045 710

**Légende :** HD: Homme Député FD : Femme Député HC: Homme Conseiller Communal FC: Femme conseillère communale

**DECRET N°2019-0691/P-RM DU 09 SEPTEMBRE 2019 PORTANT NOMINATION AU CABINET DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994, modifié, fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés au Cabinet du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, en qualité de :

**Chargés de mission :**

- Monsieur **Mohamed Dramane TRAORE**, Juriste ;
- Madame **COULIBALY Aminata NIAKATE**, Juriste ;

**Attaché de Cabinet :**

- Monsieur **Dramane DEMBELE**, Juriste.

**Article 2 :** Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Maître Malick COULIBALY**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0692/P-RM DU 09 SEPTEMBRE 2019 PORTANT NOMINATION DE CONSEILLERS TECHNIQUES AU SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n° 2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés **Conseillers techniques** au Secrétariat général du Ministère de la Sécurité et de la Protection civile :

- **Contrôleur général de Police Alassane TRAORE ;**
- **Contrôleur général de Police Célestine DOMBWA.**

**Article 2 :** Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret n°2015-0142/P-RM du 05 mars 2015 portant nomination au Ministère de la Sécurité et de la Protection civile, en ce qui concerne les **Commissaires principaux de Police Sékou Nama COULIBALY** et **Djakaridja DIALLO**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de la Sécurité**  
**et de la Protection civile,**  
**Général de Division Salif TRAORE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0693/P-RM DU 09 SEPTEMBRE 2019 PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE MISSION AU CABINET DU MINISTRE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994, modifié, fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Le **Commissaire principal de Police Seydou Mamadou DOUMBIA** est nommé **Chargé de mission** au Cabinet du ministre de la Sécurité et de la Protection civile.

**Article 2 :** Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret n°2015-0385/P-RM du 28 mai 2015 portant nomination au Ministère de la Sécurité et de la Protection civile, en ce qui concerne Monsieur **Abdoulaye GARIKO**, N°Mle 0126-455 Z, Administrateur de la Protection civile, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de la Sécurité**  
**et de la Protection civile,**  
**Général de Division Salif TRAORE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0694/P-RM DU 09 SEPTEMBRE 2019 PORTANT NOMINATION DE CONSEILLERS TECHNIQUES AU SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n° 2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés **Conseillers techniques** au Secrétariat général du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale :

- Monsieur **Noël DIARRA**, N°Mle 0119-568.Y, Conseiller des Affaires étrangères ;

- Monsieur **Modibo Mamadou KONATE**, N°Mle 0145-878.W, Professeur de l'Enseignement supérieur ;

- Madame **Nana Aïssa TOURE**, N°Mle 915-93.R, Conseiller des Affaires étrangères ;

- Madame **Djénéba DABO N'DIAYE**, N°Mle 0114-433.M, Conseiller des Affaires étrangères.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Affaires étrangères**  
**et de la Coopération internationale,**  
**Tiébilé DRAME**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2019-0695/P-RM DU 09 SEPTEMBRE 2019 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DE LA CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE DU SECTEUR COOPERATION ET INTEGRATION**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°07-020 du 27 février 2007 portant création des Cellules de Planification et de Statistique ;

Vu le Décret n°07-166/P-RM du 28 mai 2007 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Cellules de Planification et de Statistique ;

Vu le Décret n°07-191/P-RM du 18 juin 2007 déterminant le cadre organique de la Cellule de Planification et de Statistique du secteur Coopération et Intégration ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Souleymane Dioncounda DEMBELE**, N°Mle 0103-957.H, Inspecteur des Finances, est nommé **Directeur** de la Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Coopération et Intégration.

**Article 2 :** Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Affaires étrangères**  
**et de la Coopération internationale,**  
**Tiébilé DRAME**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0696/P-RM DU 09 SEPTEMBRE  
2019 PORTANT NOMINATION DE L'INSPECTEUR  
EN CHEF ADJOINT DE L'INSPECTION DES  
SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°00-052/P-RM du 27 septembre 2000 portant création de l'Inspection des Services diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret n°01-068/P-RM du 12 février 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection des Services diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret n°2014-0512/P-RM du 7 juillet 2014 fixant le cadre organique de l'Inspection des Services diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret n°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle général des Services publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/PM-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Mahamane Elhadji Bania TOURE**, N°Mle 744-72.S, Conseiller des Affaires étrangères, est nommé **Inspecteur en Chef adjoint** à l'Inspection des Services diplomatiques et consulaires.

**Article 2 :** Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Affaires étrangères  
et de la Coopération internationale,  
Tiébilé DRAME**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0697/P-RM DU 09 SEPTEMBRE  
2019 PORTANT NOMINATION DE CONSEILLERS  
TECHNIQUES AU SECRETARIAT GENERAL DU  
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET  
DU LOGEMENT SOCIAL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n° 2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés **Conseillers techniques** au Secrétariat général du Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement social :

- Madame **Haidara Mariam Haidara**, N°Mle 0134-236.R, Ingénieur des Constructions civiles ;

- Monsieur **Bakary SANOGO**, N°Mle 0104-584.W,  
Ingénieur des Constructions civiles.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme  
et du Logement social,  
Hama Ould Sidi Mohamed ARBI**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0698/P-RM DU 09 SEPTEMBRE 2019  
PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE  
MISSION AU CABINET DU MINISTRE DE  
L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT  
SOCIAL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994, modifié, fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Madame **Assétou TOURE**, Urbaniste, est nommée **Chargé de mission** au Cabinet du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement social.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme  
et du Logement social,  
Hama Ould Sidi Mohamed ARBI**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0699/P-RM DU 09 SEPTEMBRE  
2019 PORTANT NOMINATION D'UN MEMBRE DU  
CONSEIL DE REGULATION DE L'AUTORITE DE  
REGULATION DES MARCHES PUBLICS ET DES  
DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°08-023 du 23 juillet 2008, modifiée, relative à l'Autorité de Régulation des Marchés publics et des Délégations de Service public ;

Vu le Décret n°08-482/P-RM du 11 août 2008, modifié, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics et des Délégations de Service public ;

Vu le Décret n°08-776/PM-RM du 31 décembre 2008 fixant les modalités de désignations des organisations professionnelles du secteur privé et des organisations de la société civile au sein du Conseil de l'Autorité de Régulation des Marchés publics et des Délégations de Service public ;

Vu le Décret n°10-036/P-RM du 28 janvier 2010 fixant les avantages accordés aux membres de l'Autorité de Régulation des Marchés publics et des Délégations de Service public ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Hammou Ahmed Sidi GUINDO**, Délégué du Réseau des Entreprises en Afrique de l'Ouest, est nommé **membre** du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés publics et des Délégations de Service public en qualité de représentant du Secteur privé.

**Article 2 :** Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0700/P-RM DU 09 SEPTEMBRE 2019 PORTANT RECTIFICATIF AU DECRET N°2019-0472/P-RM DU 05 JUILLET 2019 PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2019-0472/P-RM du 05 juillet 2019 portant nomination au Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement social ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** L'article 1er du Décret n°2019-0472/P-RM du 05 juillet 2019, susvisé, est rectifié ainsi qu'il suit :

**Lire :**

- Monsieur **Mahamadou Ahmadou TRAORE**, N°Mle **0135-817.M**, Professeur de l'Enseignement supérieur ;

**Au lieu de :**

- Monsieur **Mahamadou Ahmadou TRAORE**, N°Mle 0102-450.W, Professeur de l'Enseignement supérieur.

**Le reste sans changement.**

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme**  
**et du Logement social ,**  
**Hama Ould Sidi Mohamed ARBI**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0701/P-RM DU 09 SEPTEMBRE 2019 PORTANT ABROGATION PARTIELLE DE DECRETS PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DES TRANSPORTS**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2017-0489/P-RM du 12 juin 2017 portant nomination au Ministère des Transports ;

Vu le Décret n°2018-0760/P-RM du 08 octobre 2018 portant nomination au Ministère des Transports ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Les dispositions des décrets ci-après sont abrogées :

- Décret n°2017-0489/P-RM du 12 juin 2017 portant nomination au Ministère des Transports, en ce qui concerne Messieurs **Modibo CISSE**, Gestionnaire et **Ali GAKOYE**, Juriste, en qualité de **Chargés de mission** ;

- Décret n°2018-0760/P-RM du 08 octobre 2018 portant nomination au Ministère des Transports, en ce qui concerne Monsieur **Siaka Batouta BAGAYOKO**, N°Mle 0141-870.R, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, en qualité de **Chef de Cabinet** et Madame **Aïchatou CISSE**, Juriste, en qualité de **Chargé de mission**.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 09 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Transports**  
**et de la Mobilité urbaine,**  
**Ibrahima Abdoul LY**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0702/P-RM DU 12 SEPTEMBRE 2019 FIXANT LA LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi organique n°03-033 du 07 octobre 2003 fixant l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Conseil supérieur de la Magistrature ;

Vu la Loi n°02-054 du 16 décembre 2002, modifiée, portant Statut de la Magistrature ;

Vu le Procès-verbal du dépouillement des votes de l'élection au Conseil supérieur de la Magistrature et à la Commission d'avancement des Magistrats du 20 au 26 juin 2019,

**DECRETE :**

**Article 1er** : La liste des membres du Conseil supérieur de la Magistrature est fixée comme suit :

1. **Président** : le Président de la République ;

2. **Vice-président** : le ministre chargé de la Justice ;

3. **Membres de droit** :

- le Président de la Cour Suprême ;
- le Secrétaire général du Gouvernement ;
- le Procureur général près la Cour Suprême ;
- le Directeur national de l'Administration de la Justice ;
- l'Inspecteur en Chef des Services judiciaires ;
- le Directeur national de la Fonction publique et du Personnel ;
- le Magistrat le plus ancien dans le grade le plus élevé ;
- le Magistrat le plus jeune dans le grade le moins élevé ;

4. **Membres élus** :

- Monsieur **Hamet SAM** ;
- Monsieur **Taicha MAIGA** ;
- Monsieur **Mamadou Lamine COULIBALY** ;
- Monsieur **Demba TALL** ;
- Monsieur **Souleymane DOUMBIA** ;
- Monsieur **Bourama K. KONATE** ;
- Madame **Marie Madeleine KONE** ;
- Monsieur **Zakariah KANTE** ;
- Monsieur **Idrissa HAMIDOU** ;
- Monsieur **Abdourahmane Mohamed MAIGA** ;
- Monsieur **Boubacar Moussa DIARRA** ;
- Monsieur **Issa Aguibou DIALLO** ;
- Monsieur **Modibo Tiéoulé DIARRA**.

**Article 2** : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret n°2016-0451/P-RM du 28 juin 2016 fixant la liste des membres du Conseil supérieur de la Magistrature, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 12 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2019-0703/P-RM DU 12 SEPTEMBRE 2019 FIXANT LA LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'AVANCEMENT DES MAGISTRATS**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi organique n°03-033 du 07 octobre 2003 fixant l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Conseil supérieur de la Magistrature ;

Vu la Loi n°02-054 du 16 décembre 2002, modifiée, portant Statut de la Magistrature ;



Vu le Procès-verbal du dépouillement des votes de l'élection au Conseil supérieur de la Magistrature et à la Commission d'avancement des Magistrats du 20 au 26 juin 2019,

**DECRETE** :

**Article 1er** : La liste des membres de la Commission d'avancement des Magistrats est fixée comme suit :

1. **Président** : le Président de la Cour Suprême ;
2. **Membres de droit** :
  - le Directeur national de l'Administration de la Justice ;
  - le Procureur général près la Cour Suprême ;
3. **Membres élus** :
  - Madame **Kankou SANGARE** ;
  - Madame **Habibatou MAIGA** ;
  - Monsieur **Famakan KAMISSOKO** ;
  - Monsieur **Mohamedine AG HOUSSA** ;
  - Monsieur **N'Daye KONE**.

**Article 2** : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret n°2016-0452/P-RM du 28 juin 2016 fixant la liste des membres de la Commission d'avancement des Magistrats, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 12 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----  
**DECRET N°2019-0704/P-RM DU 12 SEPTEMBRE 2019 PORTANT NOMINATION D'UN SOUS-DIRECTEUR A LA DIRECTION DES ECOLES MILITAIRES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu la Loi n°08-030 du 11 août 2008 portant création des Ecoles militaires ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant Statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°08-644/P-RM du 16 octobre 2008 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Ecoles militaires,

**DECRETE** :

**Article 1er** : Le Colonel **Moussa Fadiala KANOUTE**, de l'Armée de l'Air, est nommé **Sous-directeur Administration, Personnel et Finances** à la Direction des Ecoles militaires.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le présent décret qui abroge le Décret n°2017-0560/P-RM du 29 juin 2017 portant nomination du Lieutenant-colonel **Ibrahima SAMAKAN** de l'Armée de l'Air, en qualité de **Sous-directeur Administration, Personnel et Finances** à la Direction des Ecoles militaires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 12 septembre 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----  
**DECRET N°2019-0705/P-RM DU 12 SEPTEMBRE 2019 PORTANT REGULARISATION DE SITUATION ADMINISTRATIVE DE FONCTIONNAIRES DE POLICE DU CORPS DES COMMISSAIRES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°2018-015/P-RM du 15 mars 2018, modifiée, portant statut des fonctionnaires de la Police nationale ;

Vu le Décret n°2018-0277/P-RM du 15 mars 2018 fixant les modalités d'application du Statut des fonctionnaires de la Police nationale ;

Vu l'Arrêt n°681 du 13 décembre 2018 de la Section administrative de la Cour Suprême ;

Vu l'Arrêt n°249 du 18 avril 2019 de la Section administrative de la Cour Suprême,

**DECRETE** :

**Article 1er** : A titre de régularisation, la situation administrative des fonctionnaires de Police du Corps des Commissaires dont les noms suivent, est modifiée conformément au tableau ci-après :

N°	Prénoms	Nom	N°Mle	Ancienne situation			Nouvelle situation			
				Grade	Ech.	Ind.	Grade	Ech.	Ind.	Date d'effet
1	Elie	DEMBELE	00784	IP	2 <sup>ème</sup>	505	Cre	3 <sup>ème</sup>	538	01/01/2016
2	Boubacar	DIARRA	00892	IP	3 <sup>ème</sup>	466	Cre	3 <sup>ème</sup>	538	01/01/2016
3	Sadio dit Konon	TOMODA	00683	IP	3 <sup>ème</sup>	527	Cre	2 <sup>ème</sup>	498	01/01/2016
4	Yaya	COULIBALY	00870	IP	4 <sup>ème</sup>	466	Cre	2 <sup>ème</sup>	498	01/01/2016
5	Kassim	COUMARE	00881	IP	1 <sup>er</sup>	482	Cre	2 <sup>ème</sup>	498	01/01/2016
6	Nouhoum	DOUMBIA	3251	A/C	2 <sup>ème</sup>	483	Cre	2 <sup>ème</sup>	498	01/01/2016
7	Soumaila	COULIBALY	3644	A/C	1 <sup>er</sup>	465	Cre	2 <sup>ème</sup>	498	01/01/2016
8	Mamadou	SANOGO	3220	A/C	1 <sup>er</sup>	465	Cre	2 <sup>ème</sup>	498	01/01/2016

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 12 septembre 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2019-0706/P-RM DU 12 SEPTEMBRE 2019 PORTANT REGULARISATION DE SITUATION ADMINISTRATIVE DE FONCTIONNAIRES DE POLICE DU CORPS DES COMMISSAIRES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°2018-015/P-RM du 15 mars 2018, modifiée, portant statut des fonctionnaires de la Police nationale ;

Vu le Décret n°2018-0277/P-RM du 15 mars 2018 fixant les modalités d'application du Statut des fonctionnaires de la Police nationale ;

Vu l'Arrêt n°097 du 07 février 2019 de la Section administrative de la Cour Suprême ;

Vu l'Arrêt n°049 du 22 février 2019 de la Section administrative de la Cour Suprême,

**DECRETE :**

**Article 1er** : A titre de régularisation, la situation administrative des fonctionnaires de Police du Corps des Commissaires dont les noms suivent, est modifiée conformément au tableau ci-après :

N°	Prénoms	Nom	Ancienne situation			Nouvelle situation			
			Grade	Ech.	Ind.	Grade	Ech.	Ind.	Date d'effet
1	Souleymane	TOURE	IP	3 <sup>ème</sup>	527	Cre	3 <sup>ème</sup>	538	01/01/2017
2	Panama S T	DEMBELE	IP	2 <sup>ème</sup>	505	Cre	3 <sup>ème</sup>	538	01/01/2017
3	Kadidia	TRAORE	IP	2 <sup>ème</sup>	505	Cre	3 <sup>ème</sup>	538	01/01/2017
4	Noel B.	KONATE	IP	2 <sup>ème</sup>	505	Cre	3 <sup>ème</sup>	538	01/01/2017
5	Sékou	MANE	IP	2 <sup>ème</sup>	505	Cre	3 <sup>ème</sup>	538	01/01/2017
6	Moussa	BENGALY	IP	2 <sup>ème</sup>	505	Cre	3 <sup>ème</sup>	538	01/01/2017
7	Basile	TOGO	IP	2 <sup>ème</sup>	505	Cre	3 <sup>ème</sup>	538	01/01/2017
8	Hantio	DIARRA	IP	2 <sup>ème</sup>	505	Cre	3 <sup>ème</sup>	538	01/01/2017
9	Diougha	CAMARA	IP	2 <sup>ème</sup>	505	Cre	2 <sup>ème</sup>	498	01/01/2017
10	Sékou	MAIGA	IP	2 <sup>ème</sup>	505	Cre	2 <sup>ème</sup>	498	01/01/2017
11	Fousseyni	SISSOKO	IP	2 <sup>ème</sup>	505	Cre	2 <sup>ème</sup>	498	01/01/2017
12	Bouna CH	FOFANA	IP	2 <sup>ème</sup>	505	Cre	2 <sup>ème</sup>	498	01/01/2017
13	Mahamadou	TRAORE	A/C	1 <sup>er</sup>	482	Cre	2 <sup>ème</sup>	498	01/01/2017

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 12 septembre 2019

Le Président de la République,  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----  
**DECRET N°2019-0707/P-RM DU 12 SEPTEMBRE 2019  
PORTANT DESIGNATION DU COORDINATEUR DES  
ACTIVITES DU COLLEGE SAHELIEEN DE  
SECURITE DU G5 SAHEL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Convention portant création du G5 Sahel, signée à Nouakchott le 15 décembre 2014 ;

Vu le Règlement sur l'organisation et le fonctionnement du Collège sahélien de Sécurité du G5 Sahel,

**DECRETE :**

**Article 1er** : Le Contrôleur général de Police Sékou Nama COULIBALY est désigné **Coordinateur** des activités du Collège sahélien de Sécurité du G5 Sahel.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 12 septembre 2019

Le Président de la République,  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----  
**DECRET N°2019-0708/P-RM DU 12 SEPTEMBRE  
2019 PORTANT RETRAIT DU DECRET N°2019-  
0600/P-RM DU 05 AOUT 2019 PORTANT  
ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE,  
A TITRE ETRANGER**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Les dispositions du Décret n°2019-0600/P-RM du 05 août 2019 portant attribution de distinction honorifique, à titre étranger, sont retirées.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 12 septembre 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2019-0709/PM-RM DU 16 SEPTEMBRE 2019 PORTANT MODIFICATION DU DECRET N°2019-0332/PM-RM DU 13 MAI 2019, MODIFIE, PORTANT REPARTITION DES SERVICES PUBLICS ENTRE LA PRIMATURE ET LES DEPARTEMENTS MINISTERIELS**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2019-0332/PM-RM du 13 mai 2019, modifié, portant répartition des services publics entre la Primature et les départements ministériels ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre,

**DECRETE :**

**Article 1er :** L'article 1er du Décret n°2019-0332/PM-RM du 13 mai 2019, susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

**10. MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE :**

**C. Organismes personnalisés :**

- Institut national de Formation des Travailleurs sociaux (INFTS) (pour emploi).

**27. MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS :**

**C. Organismes personnalisés :**

- Institut national de la Jeunesse et des Sports (INJS) (pour emploi).

**30. MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE :**

**C. Organismes personnalisés :** Il est ajouté deux tirets, ainsi libellés :

- Institut national de Formation des Travailleurs sociaux (INFTS) ;  
- Institut national de la Jeunesse et des Sports (INJS).

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 septembre 2019**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0710/PM-RM DU 16 SEPTEMBRE 2019 PORTANT NOMINATION AU SECRETARIAT PERMANENT DU CADRE POLITIQUE DE GESTION DE LA CRISE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu le Décret n°2019-0423/PM-RM du 19 juin 2019 portant création, composition, organisation et fonctionnement du Secrétariat permanent du Cadre politique de Gestion de la Crise ;

Vu le Décret n°2019-0542/PM-RM du 25 juillet 2019 portant composition, organisation et modalités de fonctionnement du Cadre politique de Gestion de la Crise ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés au Secrétariat permanent du Cadre politique de Gestion de la Crise, en qualité de :

**Expert chargé des Questions humanitaires :**

- Monsieur **Fanéké DEMBELE**, Médecin Sapeur-pompier, Officier supérieur de la Protection civile ;

**Expert chargé de la Communication :**

- Monsieur **Alfousseiny SIDIBE**, Journaliste, Communicateur.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 septembre 2019**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2019-0711/PM-RM DU 16 SEPTEMBRE 2019 PORTANT REGULARISATION DES TRANSFERTS DE CREDITS DU BUDGET D'ETAT 2019**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances ;

Vu la Loi n°2018-072 du 21 décembre 2018 portant Loi de Finances pour l'exercice 2019 ;

Vu le Décret n°2018-0899/PM-RM du 21 décembre 2018 portant répartition des crédits du budget d'Etat 2019 ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'état récapitulatif des transferts de crédits effectués pour la période 01/04/2019 au 30/06/2019,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont autorisés, à titre de régularisation, les transferts de crédits budgétaires figurant dans le tableau récapitulatif ci-joint en annexe, effectués au deuxième trimestre dans le Budget d'Etat 2019.

**Article 2 :** Le tableau récapitulatif des transferts de crédits, ci-joint en annexe, commence par le Transfert n°62 en date du 1er avril 2019 et prend fin avec le Transfert n°168 en date du 28 juin 2019.

**Article 3 :** Le présent décret qui abroge le Décret n°2019-0666/PM-RM du 28 août 2019 portant régularisation des virements de crédits du Budget d'Etat 2019, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 septembre 2019**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre délégué, chargé du Budget,  
Madame BARRY Aoua SYLLA**

**ARRETES**

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**ARRETE N°2019-3174/MESRS-SG DU 25 SEPTEMBRE 2019 FIXANT LE NOMBRE DE PLACES DES 2èmes ANNEES DES PREMIERS CYCLES DES ETUDES MEDICALES, PHARMACEUTIQUES ET ODONTO-STOMATOLOGIES DE LA FACULTE DE MEDECINE ET D'ODONTO-STOMATOLOGIE ET DE LA FACULTE DE PHARMACIE AU TITRE DE L'ANNEE UNIVERSITAIRE 2018-2019**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er :** Le nombre de places des 2èmes années du Premier Cycle des Etudes Médicales (**PCEM2**), du Premier Cycle des Etudes d'Odonto-Stomatologies (**PCEOS2**) et du Premier Cycle des Etudes Pharmaceutiques (**PCEP2**) de la Faculté de Médecine et d'Odonto-Stomatologie et de la Faculté de Pharmacie, au titre de l'année universitaire 2018-2019, est fixé ainsi qu'il suit :

- **PCEM2 :** Quatre cent soixante-dix (470) dont quatre cent vingt-trois (423) pour les nationaux et quarante-sept (47) pour les non nationaux ;
- **PCEOS2 :** Quinze (15) dont treize (13) pour les nationaux et deux (02) pour les non nationaux ;
- **PCEP2 :** Cent quarante (140) dont cent vingt-six (126) pour les nationaux et quatorze (14) pour les non nationaux.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 25 septembre 2019**

**Le ministre,  
Professeur Mahamoudou FAMANTA**

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU  
COMMERCE**

**ARRETE N°2019-3178/MIC-SG DU 25 SEPTEMBRE 2019 FIXANT LES ATTRIBUTIONS SPECIFIQUES DES MEMBRES DU SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**

**LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU  
COMMERCE,**

**ARRETE :****CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1er :** Le présent arrêté fixe les attributions spécifiques des membres du Secrétariat Général du Ministère de l'Industrie et du Commerce.

**ARTICLE 2 :** Placé sous l'autorité directe du ministre, le Secrétariat général du Ministère de l'Industrie et du Commerce comprend :

- le Secrétaire Général ;
- le Conseiller Technique chargé du commerce intérieur, de la concurrence et de la protection des consommateurs ;
- le Conseiller Technique chargé du commerce extérieur et de la promotion des exportations ;
- le Conseiller Technique chargé de la promotion industrielle ;
- le Conseiller Technique chargé de la promotion de la qualité, des normes et de la métrologie ;
- le Conseiller Technique chargé des Questions juridiques et de la Propriété intellectuelle ;
- le Service du Courrier, de la Documentation et de la Dactylographie.

**CHAPITRE II : DU SECRETAIRE GENERAL**

**ARTICLE 3 :** Sous l'autorité directe du ministre, le Secrétaire Général coordonne, anime et contrôle les activités du Secrétariat Général et des services et organismes relevant du département. A cet effet, il est chargé :

- de finaliser les documents de politique, les dossiers des réunions gouvernementales et les instructions du ministre;
- d'assurer et de suivre l'évaluation périodique de la mise en œuvre du Programme de Travail Gouvernemental (PTG) et du Plan d'Actions gouvernemental (PAG) ;
- d'élaborer et de suivre l'exécution et l'évaluation périodique du programme annuel d'activités du département;
- de conduire, en relation avec le Chef de Cabinet, les relations du ministre avec le Premier ministre, le Secrétariat général du Gouvernement, les départements ministériels et les Partenaires techniques et financiers;
- d'exercer, par délégation du ministre, la tutelle des organismes personnalisés rattachés au département ;
- d'informer le ministre sur l'état général du département, notamment sur la gestion des ressources;
- de participer à la couverture des audiences accordées par le ministre ;
- de veiller à l'exécution correcte des instructions du ministre ;
- de suivre la mise en œuvre des recommandations des services d'inspection et de contrôle ;
- de contrôler le courrier et les projets d'actes à soumettre à la signature du ministre ;
- de signer les actes pour lesquels il a reçu délégation du ministre ;

- de veiller à la bonne conservation des archives ;
- d'organiser les réunions de Cabinet élargi ;
- d'orienter les prises de décision des représentants du département lors des réunions interministérielles, des rencontres avec les partenaires et des négociations auxquelles ils sont appelés à participer ;
- de désigner les représentants du département aux réunions interministérielles, avec les partenaires et aux négociations ;
- de superviser et d'évaluer périodiquement les activités des Conseillers Techniques, des services et organismes personnalisés relevant du ministère ;
- d'évaluer et de noter le personnel du Secrétariat général et les Chefs des services du département.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire Général, l'intérim est assuré par le Conseiller Technique le plus ancien.

**CHAPITRE III : DES CONSEILLERS TECHNIQUES**

**ARTICLE 5 :** Les Conseillers Techniques sont au nombre de cinq (05).

Sous l'autorité du Ministre et du Secrétaire Général, les Conseillers Techniques sont chargés, chacun dans son domaine de compétence, d'assurer les tâches suivantes :

- coordination de l'élaboration des documents législatifs ou réglementaires relevant des compétences du département ;
- analyse des documents de politique proposés par les services du département ;
- instruction et suivi des dossiers techniques ;
- préparation et suivi de l'exécution des instructions ministérielles ;
- préparation des dossiers relatifs aux réunions interministérielles, aux rencontres avec les Partenaires et aux négociations internationales ;
- représentation du ministre, à sa demande, au sein des commissions nationales, comités et groupes de travail constitués par les autres départements ministériels et au sein desquels le département doit être représenté ;
- représentation du ministre, à sa demande, aux réunions internationales auxquelles le département est invité ;
- contrôle de la qualité des documents et des projets d'actes élaborés par les services techniques ;
- supervision et évaluation périodique des services techniques et des organismes personnalisés conformément au programme établi à cet effet ;
- présidence des commissions, comités et groupes de travail constitués par le département dans le cadre de ses activités ;
- couverture des audiences accordées par le ministre ;
- exécution de tâches spécifiques confiées par le ministre ou le Secrétaire général.

**Section I : Du Conseiller Technique chargé du commerce intérieur, de la concurrence et de la protection des consommateurs**

**ARTICLE 6** : Le Conseiller Technique chargé du commerce intérieur et de la protection des consommateurs a pour attributions :

- de superviser l'organisation de l'approvisionnement du pays en produits de première nécessité ;
- de conduire le processus d'élaboration et de mise en œuvre de la Politique nationale du commerce ;
- de suivre l'élaboration et la mise en œuvre de la réglementation nationale en matière de commerce intérieur ;
- d'assurer la coordination du mécanisme de suivi des marchés et de maîtrise des prix ;
- de coordonner les actions en matière de lutte contre la fraude ;
- d'étudier et de suivre les dossiers du secteur Commerce ;
- d'assurer la protection des consommateurs en rapport avec les structures compétentes des autres Ministères ;
- de coordonner le suivi de l'exécution des exonérations et subventions accordées par le Gouvernement aux opérateurs économiques ;
- de veiller à l'application correcte des engagements de l'Etat vis-à-vis des partenaires privés du secteur du commerce ;
- d'étudier et de suivre les dossiers relatifs à la concurrence.

**Section II : Du Conseiller Technique chargé du commerce extérieur et de la promotion des exportations**

**ARTICLE 7** : Le Conseiller Technique chargé du commerce extérieur, de la concurrence et de la promotion des exportations a pour attributions :

- de contribuer à l'élaboration des éléments de la Politique commerciale du Mali et au suivi de sa mise en œuvre ;
- de suivre l'élaboration et l'application des textes législatifs et réglementaires en matière commerciale en vue de la transposition dans la législation nationale des engagements du Mali au plan sous régional, régional et international ;
- de coordonner l'élaboration des positions du Mali en matière de négociations commerciales ;
- de suivre la mise en œuvre des Accords commerciaux issus des négociations commerciales ;
- de participer à la préparation et à la mise en œuvre de la stratégie nationale de promotion des exportations ;
- de veiller à l'harmonisation des procédures commerciales du Mali avec celles de ses partenaires membres de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- de suivre les différends commerciaux entre le Mali et d'autres pays ;
- de suivre les relations de coopération entre le Mali et les organisations internationales d'appui à la promotion du commerce (CCI, CNUCED, OMC) ;
- de coordonner les activités du département en matière de renforcement des capacités dans le domaine commercial ;

**Section III : Du Conseiller Technique chargé de la Promotion Industrielle**

**ARTICLE 8** : Le Conseiller Technique chargé de la Promotion industrielle a pour attributions :

- de suivre la mise en œuvre et l'évaluation de la politique de développement industriel ;
- de suivre la création des pôles industriels et des zones économiques spéciales ;
- d'assurer le suivi du programme de restructuration et de mise à niveau des entreprises industrielles ;
- de superviser les actions de renforcement de la compétitivité des industries ;
- de suivre les contrats de performance signés entre le Ministère et les entreprises industrielles.

**Section IV : Du Conseiller Technique chargé de la Promotion de la Qualité, des Normes et de la Métrologie**

**ARTICLE 9** : Le Conseiller Technique chargé de la Promotion de la Qualité, des Normes et de la Métrologie a pour attributions :

- de participer à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation de la politique de la qualité ;
- de superviser la mise en œuvre des normes d'application obligatoire ;
- de suivre l'élaboration et la mise en œuvre de la réglementation nationale relative à la métrologie ;
- d'étudier et de suivre les dossiers relatifs à la qualité, aux normes et à la métrologie.

**Section V : Du Conseiller Technique chargé des Questions juridiques et de la Propriété Intellectuelle**

**ARTICLE 10** : Le Conseiller Technique chargé des Questions juridiques et de la Propriété intellectuelle a pour attributions :

- d'émettre un avis juridique sur tous les dossiers qui lui sont soumis ;
- d'appuyer la conception et l'élaboration des avant-projets d'actes législatifs et réglementaires ;
- de participer à la conception et au suivi des protocoles d'accord, des contrats et des conventions initiés ou conclus entre le département et les différents partenaires ;
- de suivre avec les autres conseillers techniques les dossiers du contentieux du département au niveau de la Direction Générale du Contentieux de l'Etat ;
- de participer à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre du programme d'activités du département.

**CHAPITRE V : DU SERVICE COURRIER, DE LA DOCUMENTATION ET DE LA DACTYLOGRAPHIE**

**ARTICLE 11** : Le Service Courrier, de la Documentation et de la Dactylographie est chargé :

- d'enregistrer, de transmettre et de suivre le traitement du courrier adressé au ministre ;
- d'assurer la coordination de la dactylographie, l'enregistrement, la transmission et le suivi du courrier sortant du ministère ;
- d'assurer la ventilation des documents de travail du département ;
- d'assurer le classement des documents en archives courantes, intermédiaires et définitives ;
- de constituer la documentation du département en classant, par répertoires, les documents de travail par catégorie : lois, décrets, arrêtés, décisions, notes de service, politiques, stratégies, etc.

#### **CHAPITRE VI : DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 25 septembre 2019**

**Le ministre,  
Mohamed AG ERLAF**

### ANNONCES ET COMMUNICATIONS

**BCEAO : Les modalités de mise à disposition du public du rapport d'activité semestriel, des établissements de crédit du Mali ci-après :**

**Au titre des états financiers individuels au 30 juin 2018 :**

Date d'arrêté : 30/06/2018  
CIB : D0016  
Etablissement : B.D.M.SA

PU01  
BILAN

Tableau  
Nom  
Feuillet  
Société  
Date d'arrêté

PU01  
Bilan  
Actif  
ML016 – B.D.M.SA  
30/06/2018

ACTIF		POSTE	MONTANTS NETS	
			Exercice N- 1	Exercice N
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	1	26 684	57 788
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	2		
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	3	43 537	50 571
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	4	343 603	348 389
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	5	32 234	27 665
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	6	177 696	179 447
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	7		
8	AUTRES ACTIFS	8	24 411	12 417
9	COMPTES DE REGULARISATION	9	3 696	15 998
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	10	1 191	1 688
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	11	21 047	22 760
12	PRETS SUBORDONNES	12		
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13	2 865	2 866
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14	14 517	13 764
15	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	15	<b>691 481</b>	<b>733 353</b>



Date d'arrêté : 30/06/2018  
 CIB : DOO16  
 Etablissement : B.D.M.SA

PU01  
 BILAN

Tableau  
 Nom  
 Feuillet  
 Société  
 Date d'arrêté

PU01  
 Bilan  
 Actif  
 ML016 – B.D.M.SA  
 30/06/2018

PASSIF		POSTE	MONTANTS NETS	
			Exercice N- 1	Exercice N
1	BANQUE CENTRALE, CCP	1		
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	2	145 540	176 953
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	3	457 381	454 810
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	4		
5	AUTRES PASSIFS	5	3 224	2 251
6	COMPTES DE REGULARISATION	6	7 217	18 700
7	PROVISIONS	7	6 113	6 113
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	8		
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	9	72 005	74 526
10	CAPITAL SOUSCRIT	10	25 000	25 000
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	11	1 291	1 291
12	RESERVES	12	19 312	20 965
13	ECARTS DE REEVALUATION	13		
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	14		
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	15	15 383	19 488
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	16	11 019	7 782
17	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	17	<b>691 481</b>	<b>733 353</b>

Tableau  
 Nom  
 Feuillet  
 Société  
 Date d'arrêté

PU02  
 Hors Bilan  
 Hors Bilan  
 ML016 – B.D.M.SA  
 30/06/2018

HORS BILAN		POSTE	MONTANTS NETS	
			Exercice N- 1	Exercice N
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			<b>59 939</b>	<b>68 231</b>
ENGAGEMENTS	DE FINANCEMENT	1	14 620	16 212
ENGAGEMENT	DE GARANTIE	2	45 319	52 019
ENGAGEMENTS	SUR TITRES	3		
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			<b>98 277</b>	<b>98 484</b>
ENGAGEMENTS	DE FINANCEMENT	4		
ENGAGEMENT	DE GARANTIE	5	98 277	98 484
ENGAGEMENTS	SUR TITRES	6		

Date d'arrêté : 30/06/2018  
 CIB : DOO16  
 Etablissement : Sopra group UEMOA

PU01  
**Compte de résultat**

Tableau  
 Nom  
 Feuillet  
 Société  
 Date d'arrêté

PU03  
 Compte de résultat  
 Compte de résultat  
 ML016 – B.D.M-SA  
 30/06/2018

PRODUITS/CHARGES	POSTE	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	1		11 183
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2		6 286
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	3		5 211
COMMISSIONS (PRODUITS)	4		4 223
COMMISSIONS (CHARGES)	5		126
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	6		529
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	7		0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	8		1 680
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	9		363
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>10</b>		<b>16 050</b>
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	11		0
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	12		9 023
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	13		1 692
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>14</b>		<b>5 335</b>
COUT DU RISQUE	15		184
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>16</b>		<b>5 151</b>
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	17		2 631
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>18</b>		<b>7 782</b>
IMPOTS SUR LES BENEFICES	19		0
<b>RESULTAT NET</b>	<b>20</b>		<b>7782</b>

Le rapport d'activité semestriel est mis à la disposition du public au niveau du Pôle en charge des Finances et Trésorerie et de la Direction des Affaires Juridiques de la BDM-SA.

**BILAN**

Etablissement : BIM – SA.

ETAT : 2018/06/30

Date d'arrêté

D0041

Y

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
1	CAISSE BANQUE CENTRALE, CCP	25 218	35 829
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	63 851	84 701
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	4 957	2 933
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	227 780	208 281
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENUS FIXE	-	-
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENUS VARIABLES	29 536	4 436
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	-	-
8	AUTRES ACTIFS	3 791	4 046
9	COMPTES D'ATTENTE ET DE REGULARISATION	7 292	10 937
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	567	536
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	-	-
12	PRETS SUBORDONNES	200	200
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	485	459
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 996	26 480
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>389 673</b>	<b>378 836</b>

**BILAN**

Etablissement : BIM – SA.

ETAT : 2018/06/30

Date d'arrêté

D0041

Y

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
1	BANQUES CENTRALE, CCP	39 235	19 000
2	DETTES INTERBANCAIRE ET ASSIMILEES	20 116	14 344
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	286 708	288 224
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	9 190	9 439
5	AUTRES PASSIFS	2 390	2 441
6	COMPTES D'ATTENTE DE REGULARISATION	7 772	11 235
7	PROVISIONS	2 371	2 169
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	-	-
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	-	-
10	CAPITAL SOUSCRIT	10 006	20 011
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	-	-
12	RESERVES	4 285	4 296
13	ECARTS DE REEVALUATION	4 690	4 690
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	2 838	2 899
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	72	87
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>389 673</b>	<b>378 836</b>

**BILAN**

Etablissement : BIM – SA.

ETAT : 2018/06/30

Date d'arrêté

D0041

Y

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
	<b>ENGAGEMENT DONNES</b>		
1	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	7 834	3 602
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	68 046	43 405
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES		
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
4	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT		
5	ENGAGEMENT DE GARANTIE	89 445	77 498
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES		

**COMPTE DE RESULTAT**

Etablissement : BIM – SA.

ETAT : 2018/06/30

Date d'arrêté

D0041

Y

LC

(en millions de FCFA)

POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	-	10 992
2	INTERETS CHARGES ASSIMILEES	-	4 018
3	REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES	-	-
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	-	2 737
5	COMMISSIONS (CHARGES)	-	3
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATION DE PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	-	159
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATION DE PORTEFEUILLES DE PLACEMENTS ET ASSIMILES	-	-
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	-	70
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-	-
10	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	-	<b>9 938</b>
11	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	-	-
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-	7 907
13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES.	-	670
14	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	-	<b>1 362</b>
15	COUT DU RISQUE	0	1 135
16	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>0</b>	<b>227</b>
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	-	-
18	<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>0</b>	<b>227</b>
19	IMPOT SUR LES BENEFICES		140
20	<b>RESULTAT NET</b>	<b>0</b>	<b>87</b>

Le rapport d'activité semestriel est mis à la disposition du public au niveau du Siège de la BIM-SA.

ETAT : MALI

Etablissement : BNDA

Date d'arrêté : 30/06/2018

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
1	CAISSE-BANQUE CENTRALE CCP	46 764	42 805
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	82 107	87 645
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	17 906	13 132
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	298 819	317 273
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	-	-
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	664	664
7	ACTIONNAIRES ET ASSOCIES	-	-
8	AUTRES ACTIFS	3 886	3 006
9	COMPTES DE REGULARISATION	934	1 449
10	<b>PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A L T</b>	-	-
11	PART DANS LES ENTREPRISES LIEES	66	66
12	PRETS SUBORDONNES	-	-
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	549	463
14	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>17 570</b>	<b>17 695</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>469 265</b>	<b>484 199</b>

Etablissement : BNDA

Date d'arrêté : 30/06/2018

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
1	BANQUE CENTRALE - CCP	-	-
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	126 633	111 537
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	257 617	286 320
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	-	-
5	AUTRES PASSIF	19 488	18 510
6	COMPTES DE REGULARISATION	2 837	3 327
7	PROVISIONS	13 266	14 174
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	-	-
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILES	49 424	50 330
10	<b>CAPITAL SOUSCRIPT</b>	<b>26 522</b>	<b>29 869</b>
11	PRIMES LIEES AUX CAPITAL	-	-
12	RESERVES	8 763	10 104
13	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
15	<b>REPORT A NOUVEAU</b>	<b>5 196</b>	<b>5 203</b>
16	RESULTAT	8 943	5 154
	<b>TOTAL</b>	<b>469 265</b>	<b>484 199</b>

Etablissement : BNDA

Date d'arrêté : 30/06/2018

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	15 354	25 773
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	38 133	35 947
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	-	-
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	-	-
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	227 007	240 934
3	<b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>		

Etablissement : BNDA

Date d'arrêté : 30/06/2018

POSTE	PRODUITS/CHARGES	30/06/2018
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	16 674
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	4 197
3	REVENU DES TITRES A REVENU VARIABLE	-
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	2 995
5	COMMISSIONS (CHARGES)	70
6	GAINS ET PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	-
7	GAINS ET PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	-
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 176
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 625
10	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>17 953</b>
11	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	-
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATIONS	8 561
13	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	1 263
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	8 129
15	<b>COUT DU RISQUE</b>	<b>2 975</b>
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	5 154
17	<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>5 154</b>
18	<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>	-
19	<b>RESULTAT NET</b>	<b>5 154</b>

Le rapport d'activité semestriel est mis à la disposition du public à travers le site [www.bnda-mali.com](http://www.bnda-mali.com) de la BNDA.

**BILAN**

Etablissement : BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL SA (BCS-SA).  
ETAT : MALI

Date d'arrêté : 2018/01/01      D0045      E      AC0      01      1  
CIB      LC      D      F      M

(en millions F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		01/01/2018	30/06/2018
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	4 881	9 556
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	36 905	29 004
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	312	879
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	88 514	89 387
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	0	0
6	<b>ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE</b>	<b>102</b>	<b>102</b>
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
8	AUTRES ACTIFS	2 109	717
9	COMPTES DE REGULARISATION	349	399
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	104	<b>104</b>
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	<b>0</b>
12	PRETS SUBORDONNES	0	0
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	145	148
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 370	5 073
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>137 790</b>	<b>135 369</b>

**BILAN**

Etablissement : BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL SA (BCS-SA).  
ETAT : MALI

Date d'arrêté : 2018/01/01      D0045      E      AC0      01      1  
CIB      LC      D      F      M

(en millions F CFA)

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		01/01/2018	30/06/2018
1	BANQUE CENTRALE, CCP	0	0
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	46 843	42 643
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	63 407	63 660
4	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	0	0
5	AUTRES PASSIFS	2 271	1 287
6	<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>224</b>	<b>36</b>
7	PROVISIONS	653	653
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	24 392	27 090
10	CAPITAL SOUSCRIT	<b>14 300</b>	<b>14 300</b>
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	<b>0</b>
12	RESERVES	6 886	9 138
13	ECARTS DE REEVALUATION	0	0
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	400	450
16	RESULTAT DE L'EXERCICE	2 805	3 202
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>137 790</b>	<b>135 369</b>

**BILAN**

Etablissement : **BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL SA (BCS-SA).**  
 ETAT : **MALI**

Date d'arrêté : 2018/01/01      **D0045**      **E**      **AC0**      **01**      **1**  
    **CIB**              **LC**              **D**              **F**              **M**

(en millions F CFA)

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		01/01/2018	30/06/2018
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>50 867</b>	<b>44 406</b>
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	8 325	5 918
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	42 542	38 488
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>74 353</b>	<b>70 607</b>
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	6 000	1 200
5	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	68 353	69 407
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

**COMPTE DE RESULTAT**

Etablissement : **BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL SA (BCS-SA)**  
 ETAT : **Mali**

Date d'arrêté : 2018/06/30      **D0044**      **E**      **AC0**      **01**      **1**  
    **CIB**              **LC**              **D**              **F**              **M**

PRODUITS/CHARGES	POSTE		
		31/12/2017	30/06/2018
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	1	7 202	3 231
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2	3 095	1 466
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	3	13	0
COMMISSIONS (PRODUITS)	4	1 967	669
COMMISSIONS (CHARGES)	5	436	201
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	6	871	280
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	7	2 218	1 022
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	8	2 700	1 442
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	9	29	18
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>10</b>	<b>11 412</b>	<b>4 960</b>
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	11	-	-
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	12	6 406	2 409
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS	13	668	273
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>14</b>	<b>4 338</b>	<b>2 278</b>
COUT DU RISQUE	15	-1 258	911
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>16</b>	<b>3 080</b>	<b>3 189</b>
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	17	16	13
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>18</b>	<b>3 096</b>	<b>3 202</b>
IMPOTS SUR LES BENEFICES	19	291	0
<b>RESULTAT NET</b>	<b>20</b>	<b>2 805</b>	<b>3 202</b>

Le rapport d'activité semestriel est mis à la disposition du public à travers le site [www.bcssa-mali.com](http://www.bcssa-mali.com) de la BCS-SA.